

Avec la mondialisation de la pauvreté et de la répression à l'ordre du jour

Qui a besoin du G8

Kananaskis, Alberta, Canada : les 26 et 27 juin 2002, les chefs d'État du Groupe des 8 (G8) vont se pencher sur un ordre du jour qui a tout pour séduire : 1) le renforcement de la croissance économique mondiale, 2) la création d'un Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA) et 3) la lutte contre le terrorisme.

Mais que signifient réellement ces objectifs pour le G8 ? D'un côté, les chefs d'État prétendent vouloir réduire la pauvreté dans le monde ou faire la promotion de la paix. De l'autre, ils tentent d'imposer à la planète entière une mondialisation à sens unique, une

mondialisation néolibérale et guerrière. Au-delà de la malhonnêteté et du mépris pour la vie, il y a une bonne dose de cynisme.

Avec ce journal, nous voulons démontrer pourquoi nous devons tous et toutes nous opposer au projet de mondialisation de la pauvreté et de la répression du G8. Pour cela, il faut joindre le vaste mouvement mondial de ceux et celles qui luttent pour un monde meilleur, libéré de la dictature des marchés. Ce n'est pas aux chefs d'État du G8 de régler le sort de l'humanité et c'est ce que nous allons leur faire entendre en juin à la grandeur du Canada.



www.oqp2001.org



► La raison d'être du G8

Le G8 comprend l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon et la Russie : les huit pays les plus puissants de la planète. Le rôle des États-Unis dans une telle instance est incomparable avec celui de la Russie. Mais les huit chefs d'État partagent une vision commune de la forme de mondialisation qu'ils veulent nous imposer. Le communiqué final de la dernière rencontre du G8 est clair : « La liberté du commerce et des investissements favorise la croissance et la réduction de la pauvreté dans le monde » (Gênes, 22 juillet 2001).

Dans les sommets du G8, la « discussion » serait le seul objectif. Mais cette discussion vise à mieux coordonner les politiques étrangères des pays qui en sont membres, entre autres pour mieux contrôler les organisations internationales et faire en sorte que le commerce et les investissements soient toujours plus « libres ». Ce qui ne peut favoriser que la croissance de la pauvreté et des inégalités. •

8 raisons de s'opposer au G8

- 1 Le G8 nous impose son projet néolibéral**
Ses décisions ont pour conséquence d'accroître la misère et les inégalités, autant dans le Tiers Monde (page 2) qu'ici (page 4).
- 2 Le G8 nous impose sa logique guerrière**
Encore plus depuis le 11 septembre, les gouvernements du G8 criminalisent les mouvements d'opposition et ne proposent que la guerre comme solution aux injustices de ce monde (page 3).
- 3 Le G8 se moque de la population**
Il méprise les aspirations et les revendications de tous ceux et celles qui s'opposent à sa vision de la mondialisation (page 5).
- 4 Le G8 encourage la destruction de l'environnement**
Il propose l'exploitation incontrôlée des ressources naturelles comme modèle de développement et considère la protection de l'environnement comme un obstacle au commerce (page 6).
- 5 Le G8 accroît les inégalités entre les sexes**
Composé uniquement d'hommes, il compte sur les femmes pour réparer les pots cassés et faire tourner l'économie réelle (page 7).
- 6 Le G8 se réunit chez nous**
Nous avons la responsabilité citoyenne de porter le message de ceux et celles qui manifesteront partout sur la planète (page 8).
- 7 Le G8 est un forum antidémocratique**
Malgré un discours prétentieux sur la démocratie, le G8 pousse la contradiction jusqu'à tenir sa prochaine rencontre dans un camp retranché des montagnes Rocheuses.
- 8 La mondialisation néolibérale tue : il y a urgence !**
C'est maintenant que des millions de personnes meurent, que la planète agonise et que le G8 nous propose une aggravation de ces « phénomènes ».

► 2e point à l'ordre du jour du G8

Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA)

Adopté par les chefs d'État africains en octobre 2001, le NPDA demeure pratiquement inconnu des populations africaines et vise avant tout à favoriser l'investissement étranger en provenance des pays riches. Jean Chrétien le présente comme « une ambitieuse initiative conçue pour mettre fin à la marginalisation de l'Afrique, exclue jusqu'à présent des bienfaits de la mondialisation ».

Le NPDA veut accélérer le processus d'intégration de l'Afrique à l'économie mondiale, mais c'est cette même intégration qui fut et qui demeure responsable du saccage de l'Afrique. Les pays du G8 appliquent encore une fois la pensée magique qui veut que le commerce et l'investissement étranger soient la solution à tous les maux.

L'annulation de la dette : pour mettre fin à la saignée

En 2002, 40 % des AfricainEs survivent avec moins d'un dollar par jour. Le produit intérieur brut (PIB) par habitant ne représente que 6 % de la moyenne mondiale. En plus de l'aggravation de la situation de pauvreté extrême, ce continent est par surcroît aux prises avec une grave épidémie de sida.

L'idée sur laquelle repose le NPDA est erronée : la gravité de la situation actuelle découlerait de problèmes internes qui devraient être réglés en priorité. Cette vision des choses met de côté un fait évident : la pauvreté et la désarticulation des sociétés découle grandement des siècles de colonialisme, de vol, d'exploitation et de dictatures supportées par les membres du G8.

La réduction de la dette de l'Afrique est présentée par les pays riches comme un cadeau, mais il s'agit plutôt d'une nécessité morale. Depuis 20 ans, la dette extérieure de l'Afrique est passée de 60 à 206 milliards de dollars. Les peuples africains ne sont pas responsables de cette dette que les gouvernements du G8 ont encouragée. Au cours de cette période, ils ont déjà remboursé 229 milliards \$US en intérêts.

Lors du dernier sommet du G8, aucune décision n'a été prise en matière d'allègement de la dette. Celle-ci continue de s'accroître. Pourtant, les ressources existent pour passer l'éponge sur cette dette honteuse. Les pays du G8 ont consacré, en 2001, 500 milliards \$US à leurs seules dépenses militaires. Pendant ce temps, l'aide publique au développement atteint des plateaux historiques. Bien que les pays riches aient promis de consacrer 0,7 % de leur produit national brut à ce chapitre, ils ne dédiaient que 0,19% de leur PNB à l'aide au développement en 2000, alors que le Canada, ne reculant pas devant la dépense, osait allouer 0,26 %.

De toute façon, à la dernière conférence des Nations Unies sur le financement du développement, les chefs d'État du G8 ont clairement affirmé qu'ils n'ont aucune intention de tenir leurs promesses en matière d'aide publique au développement ou de réduction de la dette publique des pays pauvres. Dorénavant, c'est au secteur privé de prendre en charge le « développement » du Tiers Monde... et d'engranger les profits. Exactement ce que propose le NPDA. •

> Patrice Breton et Richard Fecteau



1er point à l'ordre du jour du G8

Le renforcement de la croissance

Les chefs d'État du G8 sont les principaux promoteurs de la mondialisation néolibérale. Ils n'ont que faire des famines du Tiers Monde, de l'inaccessibilité des services de santé ou d'éducation, du réchauffement planétaire, du sort des femmes, de l'effondrement d'économies nationales comme en Argentine, etc. Selon eux, il suffirait de s'en remettre à la logique du néolibéralisme (la quête du profit maximal) pour régler ces problèmes.

Quand ils parlent de renforcement de la croissance économique mondiale, les membres du G8 ne visent qu'une accélération du processus actuel de mise aux enchères de nos sociétés, d'exploitation des ressources humaines et naturelles de la planète, d'asservissement des pays du Tiers Monde. Jamais ils n'oseraient remettre en question un modèle de développement (la croissance économique maximale) qui a fait leur richesse mais qui mène notre monde à la catastrophe.

Les acteurs et les outils de la mondialisation néolibérale
Le plus grand conflit d'intérêts de l'histoire

Au cours des vingt dernières années, nos gouvernements ont pris une part active à la mondialisation néolibérale et ont démantelé un après l'autre nos acquis sociaux. Pour justifier la disparition des obstacles au commerce et à l'investissement étranger, nos « élus » ont tenu un discours fataliste : nous n'aurions pas le choix, il nous faudrait être « réalistes », et arrêter de vivre « au-dessus de nos moyens ». Démystifions ici une idée fautive : la mondialisation n'est ni le fruit du hasard, ni un destin inévitable. Nous le verrons en passant en revue les principaux acteurs de la mondialisation néolibérale ainsi que les outils auxquels ils ont recours.

Les compagnies multinationales et leur chantage

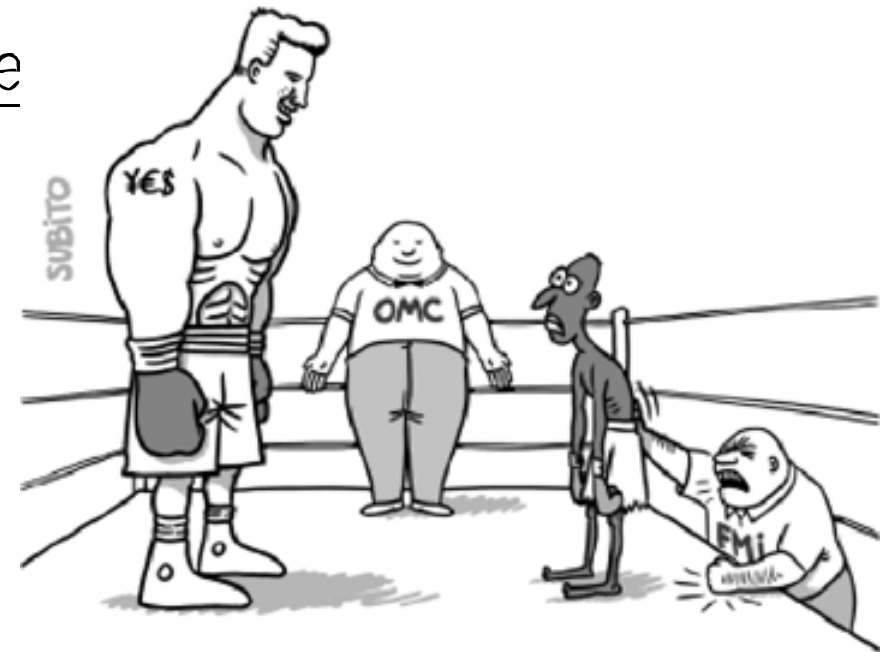
Les multinationales sont de véritables empires commerciaux qui dépendent de la mondialisation des marchés pour accroître leurs profits déjà faramineux. En clair, ces compagnies ne peuvent fonctionner si les gouvernements imposent des contraintes à leurs activités. Quel est leur outil préféré pour conquérir le monde ? Le chantage.

Les multinationales menacent constamment de déménager, ce qui leur permet d'obtenir une série de « concessions » de la part des gouvernements : congés fiscaux, subventions généreuses, absence de normes du travail, droits de polluer, etc. En fuyant les pays où de tels « avantages » n'existent pas, les multinationales veulent que les politiques publiques se conforment à une seule logique, celle du profit maximal.

Les organisations internationales et leurs accords

Bien que les objectifs et le fonctionnement des organisations internationales économiques soient parfois obscurs, celles-ci jouissent d'un grand pouvoir. Dans les cas qui nous intéressent, elles sont toutes formées des représentants des gouvernements eux-mêmes. Voyons rapidement les objectifs de trois d'entre elles.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC), créée en 1995, a des objectifs clairs : faire disparaître tous les obstacles au commerce des produits et des services, garantir l'accès



aux marchés et protéger les investissements étrangers. L'outil privilégié par l'OMC afin d'implanter ces principes néolibéraux a été une série d'accords internationaux qui donnent des obligations aux gouvernements et accordent des droits aux entreprises.

Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM) sont deux organisations nées après la Deuxième Guerre mondiale. Elles devaient assurer la stabilité de l'économie mondiale en effectuant des prêts aux pays qui se trouvaient en déficit. Bien rapidement, le FMI et la BM sont devenus des instruments contrôlés par les principales puissances économiques pour obliger les pays du « Sud » à rembourser leur dette et, surtout, à appliquer le néolibéralisme.

Fortement endettés, une centaine de pays appliquent actuellement la « recette » du néolibéralisme, ce que le jargon appelle les Programmes d'ajustement structurel (PAS) : coupures dans les programmes sociaux, privatisation des entreprises d'État, reculs dans les droits des travailleurs et des travailleuses, etc. La dette du Tiers Monde a été l'arme utilisée par le FMI afin de « mettre au PAS » des continents entiers.

Les gouvernements et leur complicité

Il ne faudrait surtout pas oublier que les gouvernements sont les premiers acteurs de la mondialisation : ce sont eux qui appliquent concrètement le

néolibéralisme. Les « élus » ont presque partout utilisé l'argument du « déficit zéro » pour couper dans les dépenses publiques en santé et en éducation, pour vendre à rabais les entreprises d'État et pour éliminer les règles qui nuisent au commerce.

Au niveau international, ce sont ces gouvernements qui font progresser le néolibéralisme. Ce sont les « élus » qui signent les accords internationaux qui réduisent leur capacité d'orienter le développement économique et social. Malgré leur discours sur leur impuissance face à la mondialisation, ils n'en demeurent pas moins les principaux acteurs.

Mondialisation et conflit d'intérêts

La mondialisation des marchés est donc sans conteste le plus grand conflit d'intérêts qu'ait connu l'humanité dans son histoire. Il lie trois groupes interdépendants : les compagnies multinationales, les gouvernements et les organisations internationales. Le meilleur exemple canadien de cette situation est sans doute Paul Martin, qui est à la fois le ministre des Finances du Canada, le président directeur général d'une multinationale du transport (Canada Steamship Lines) et un participant actif des forums internationaux comme le G8, le G-20 ou l'OMC. De tels exemples sont légion et démontrent que la mondialisation n'est pas à mettre sur le compte d'une « main invisible ».

> Richard Fecteau



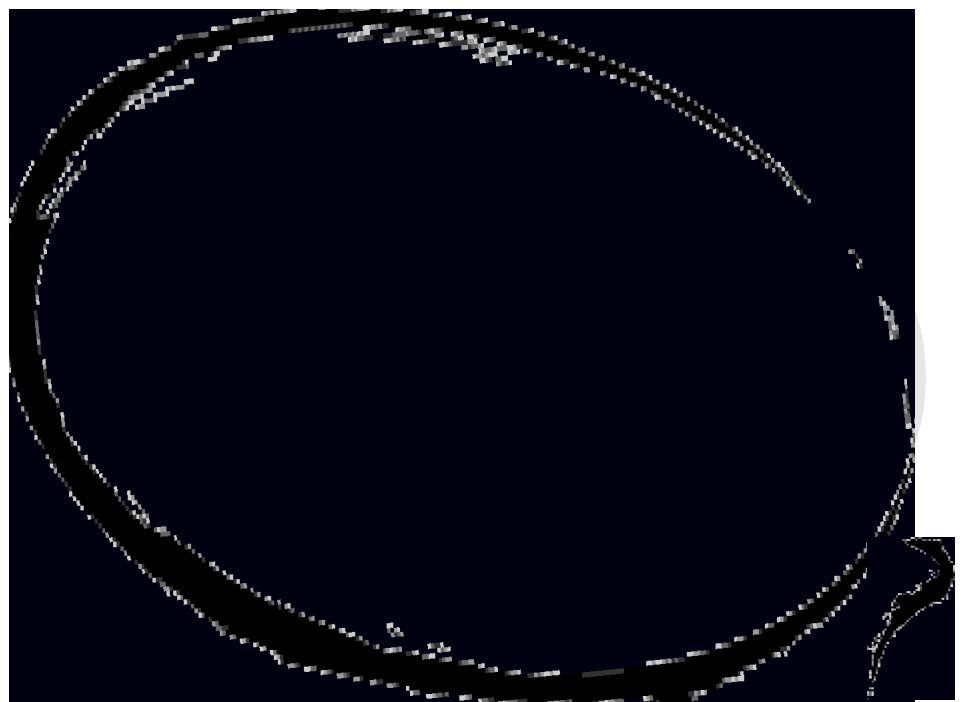
Argentine : le bateau ivre de la mondialisation

C'était à Québec, en avril 2001, à la clôture du Sommet des Amériques : sous l'oeil attentif de Jean Chrétien, le président d'Argentine Fernando de la Rúa annonçait fièrement que l'Argentine serait l'hôte du prochain sommet en 2005. Et tous les chefs d'État d'applaudir : ne partageaient-ils pas la même philosophie néolibérale, celle de promouvoir une zone de libre-échange de la Terre de Feu au détroit de Béring, paradis pour les marchés financiers et les grandes multinationales made in USA ?

Huit mois plus tard, le président Fernando de la Rúa devait abruptement donner sa démission dans le sillage de gigantesques mobilisations populaires. Il laissait l'Argentine -à l'économie ravagée par les recettes monétaristes de Domingo Cavallo- au bord du gouffre : État littéralement en banqueroute avec 155 milliards \$ de dette; chômage grandissant (plus de 30% de la population active), paupérisation croissante (14 millions de pauvres, 4,5 millions d'indigents), agitation sociale permanente (30 morts, 439 blessés, 3273 détenus à la fin décembre).

Certes, les causes de cette crise multidimensionnelle sont multiples. Il n'en demeure pas moins que l'Argentine s'est, depuis les années de la dictature, très scrupuleusement soumise aux prescriptions économiques du FMI et de la Banque mondiale. C'est avec leur encouragement qu'elle s'est endettée sous les militaires (la dette passa de 8 milliards à 45 milliards entre 1976 et 1982). C'est sous leur pression qu'elle accepta un rééchelonnement de celle-ci et une réorientation de son économie pour permettre d'en assumer les charges grandissantes.

C'est en s'inspirant de leurs conseils qu'elle s'est lancée, sous Menem, dans la parité fixe (un dollar, un peso) puis dans la privatisation tous azimuts. Enfin, c'est en congruence avec leur philosophie de fond qu'elle en est venue à déréguler ses activités économiques, surtout financières, ouvrant ainsi la porte aux manoeuvres spéculatives et à des fuites de capitaux gigantesques, laissant l'économie argentine d'aujourd'hui sous la tutelle d'une poignée de grandes banques internationales (90% des banques argentines sont aux mains



de l'étranger), donnant au pays tout entier l'allure d'un bateau ivre sur le point de sombrer.

Pas besoin d'être un expert en sciences économiques pour le saisir : les recettes néolibérales sont une catastrophe pour les peuples du continent. Après l'Argentine, dans une zone de libre-échange dérégulée des Amériques, qui sera la prochaine victime ?

>Pierre Mouterde



La lutte au terrorisme

Pour défendre leurs intérêts économiques, les chefs d'État du G8 ne considèrent plus l'utilisation de la violence à l'état brut comme incompatible avec les principes de justice et de liberté au nom desquels ils prétendent agir. La croisade du gouvernement des États-Unis contre le terrorisme international en est la preuve ultime. Depuis le 11 septembre, avec la complicité de ses alliés, il n'a plus besoin de se cacher pour violer toutes les conventions internationales, pour mettre des pays à feu et à sang et, ainsi, pour assouvir ses visées impérialistes.

Quand ils parlent de lutte au terrorisme, les chefs d'État du G8 n'ont rien d'autre à proposer qu'une mondialisation de la guerre et de la répression. La guerre frappe les peuples les plus pauvres de la planète, la répression s'abat sur tous ceux et celles qui résistent au terrorisme du marché.

La guerre comme premier recours

La mondialisation néolibérale est de plus en plus contestée? Elle a du plomb dans l'aile? La guerre mondiale contre le « terrorisme » vole à son secours. N'oublions pas que le néolibéralisme et la guerre du président Bush convergent vers des objectifs communs. Le 11 septembre a ainsi servi de prétexte utile mais qui ne justifie en rien une intervention militaire dont le gouvernement des États-Unis avait besoin pour remettre les pendules à son heure.

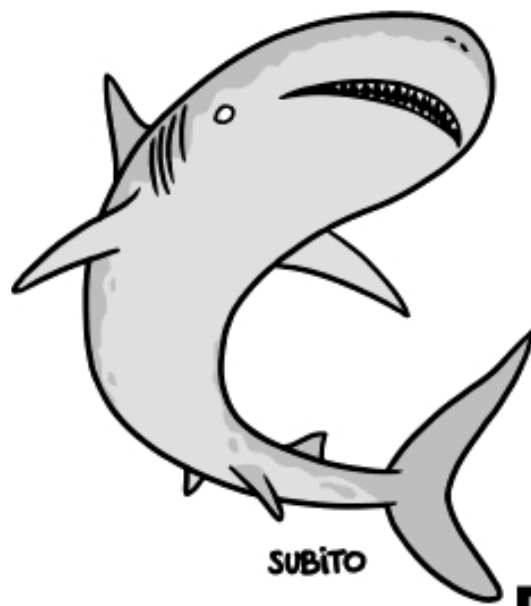
Non contents d'avoir détruit l'Afghanistan pour retrouver un Ben Laden dont on n'entend plus parler, les États-Unis et leurs alliés du G8 poursuivent leur grand ménage planétaire. On découvre soudain du terrorisme partout. Comment l'enrayer? En frappant plus fort, en exterminant plus aveuglément, en piétinant plus allègrement les conventions internationales.

Et, surtout, en manipulant l'opinion publique. Le Bureau d'influence

stratégique du Pentagone avait pour mission de désinformer les médias étrangers et même ceux de l'Occident. Ce n'est pas lui qui aurait diffusé de l'information sur le terrorisme d'État du gouvernement états-unien ou sur les enjeux réels de la guerre en cours, comme le contrôle des ressources pétrolières.

Devant le mutisme de ses alliés, George Bush a osé lancer un ultimatum aux pays de l'Axe du mal (Corée du Nord, Iran, Irak) et même préparer l'utilisation d'armes nucléaires. Refusant d'agir dans le cadre de l'OTAN ou de l'ONU, il méprise même les avis de ses alliés et fait cavalier seul: l'impérialisme états-unien à son meilleur.

Après l'Afghanistan, les Philippines et la Colombie, l'Irak sera vraisemblablement la prochaine cible des États-Unis. Avec des assauts aussi indiscriminés qu'en Afghanistan, ils pourront amplifier à loisir l'horreur du peuple irakien, qui pâtit depuis 12 ans d'un embargo économique responsable de la mort d'au moins 500 000 personnes (surtout des enfants). • (PB)



Liberté

Liberté
Égalité

Liberté
Fraternité

Le Plan Colombie : un exemple de mondialisation guerrière

En l'an 2000, les États-Unis relançaient leur programme de lutte contre la drogue en participant au Plan Colombie. Dans le but officiel de lutter contre le trafic de narcotiques, ils « offrirent » une aide de 1,3 milliard \$ US au gouvernement colombien. Cette aide était principalement guerrière puisque 83 % de celle-ci se destinait à des fins militaires, principalement pour l'achat d'hélicoptères militaires produits aux États-Unis.

Le véritable objectif du gouvernement américain n'était pas la lutte contre la drogue mais plutôt la lutte contre deux guérillas marxistes encore en action en Colombie : les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC-EP) et l'Armée de

libération nationale (ELN). L'effondrement du World Trade Center, le 11 septembre, allait changer le prétexte de l'aide militaire américaine. Le 15 octobre dernier, Washington annonçait officiellement que les FARC et l'ELN seraient inclus dans la lutte contre le terrorisme.

« Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage. » Le cas de la Colombie est un parfait exemple de l'hypocrisie de la lutte contre le terrorisme. Dans sa prétendue campagne pour la sécurité nationale, le gouvernement états-unien protège tout simplement ses intérêts à l'étranger et, surtout, criminalise l'opposition à son projet de domination mondiale. • (RF)

Coupables d'être étrangers

Une personne maintenue prisonnière au Metropolitan Detention Center écrit :

« Ça fait maintenant trois mois et demi que je suis détenu en isolement et, quand sera venue la prochaine audience, je serai resté ici pendant quatre mois [...] Pourquoi suis-je emprisonné? Pourquoi dans une cellule isolée? Et avec des conditions de sécurité maximales? J'ai bien des questions, mais aucune réponse. De quoi m'accusent-ils? Personne ne le sait. » (Amnistie internationale, 14-03-02)

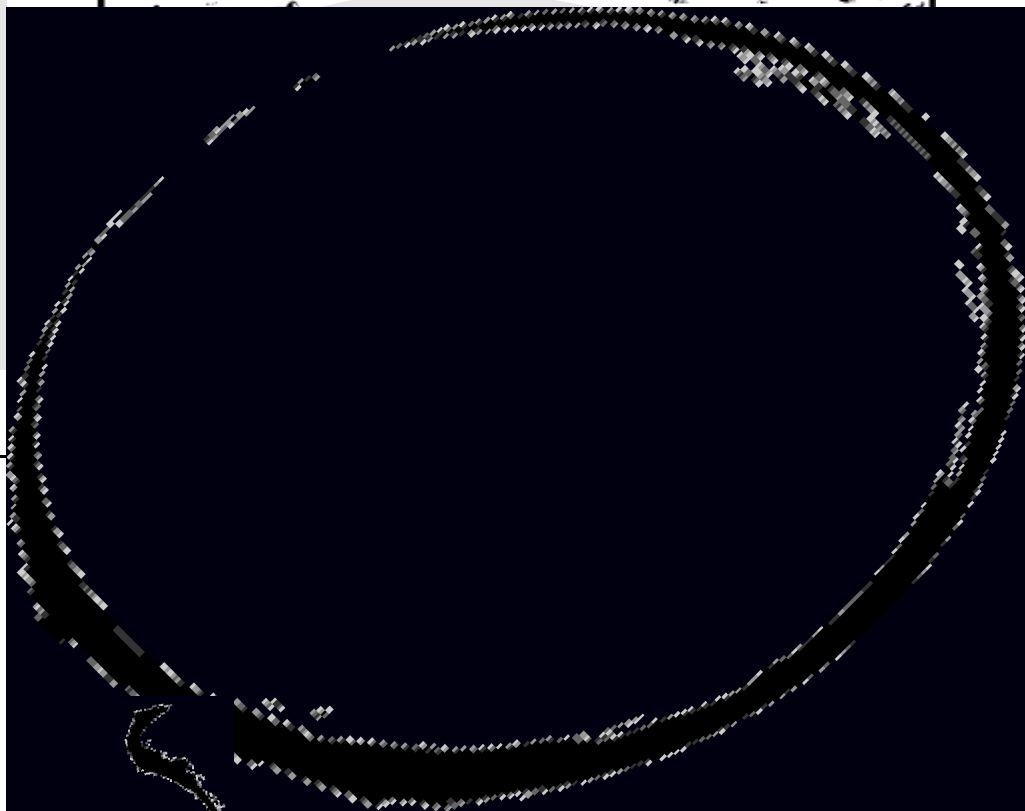
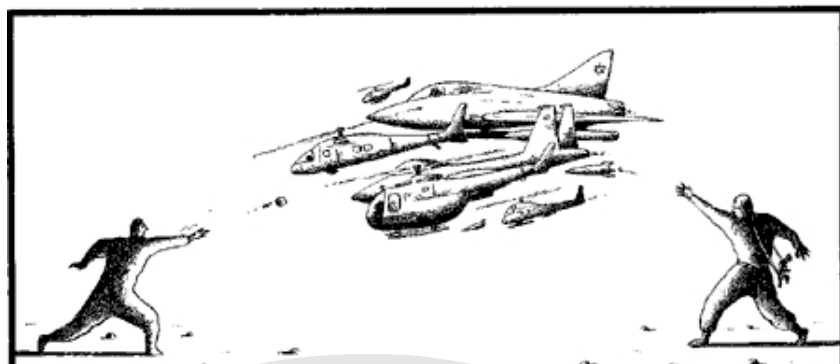
Tout comme dans une véritable dictature, plusieurs centaines de personnes, surtout des étrangers, sont en prison aux États-Unis depuis de nombreux mois sans pourtant que cela soit justifié par des accusations de crimes graves. Normalement, en l'absence d'une accusation formelle, une personne non citoyenne des États-Unis ne peut être détenue plus de 48 heures. La grande majorité n'est pourtant que des étrangers qui ont commis des erreurs de visa ou qui ont enfreint des lois d'immigration. • > Michaël Lessard

Le statut des prisonniers capturés en Afghanistan

Les prisonniers de la guerre d'Afghanistan, entassés à Guantánamo Bay (Cuba), méritent-ils le statut de prisonniers de guerre, tel qu'entendu dans les Conventions de Genève? Un tel débat ne doit pas nous empêcher de voir une injustice bien plus grave et bien plus profonde. Alors que la très grande majorité de ces gens n'ont sans doute aucun lien avec les événements du 11 septembre, alors qu'ils ont droit à la présomption d'innocence, ils seront jugés par des commissions militaires sous le contrôle du pouvoir politique du gouvernement de Bush II. Les soi-disant « tribunaux » militaires ne sont pas des cours de justice. Contrairement à une cour de justice, des oui-dire pourront être entendus dans ces commissions pour juger puis condamner à mort ces prisonniers.

Au lieu de les placer dans des prisons sur le territoire des États-Unis,

pour ensuite les juger devant des cours de justice, Bush II a stratégiquement préféré les envoyer dans des camps à l'extérieur des États-Unis. C'est que la Constitution et le système de justice des États-Unis ne s'appliquent pas hors de leur territoire... Au-delà du débat sur les Conventions de Genève, le fait est qu'il s'agit d'une violation des droits humains les plus fondamentaux. Tout être humain a droit à un procès juste et équitable, notamment à la présomption d'innocence, et il a le droit d'être informé de ses droits, de pouvoir consulter l'avocat de son choix, de conserver le silence sans que cela puisse être retenu contre lui et de ne pas être interrogé en l'absence de la personne qui assure sa défense. Seules de véritables cours de justice indépendantes peuvent nous assurer que seront appliqués ces principes minimaux de justice. • (ML)



► Au nom du déficit zéro

Le Québec dans la tourmente néolibérale

Dans un nombre croissant de pays « démocratiques », un consensus s'installe au sein de la classe politique. La conscience sociale déserte les parlements pour faire place à la dictature de l'idéologie néolibérale. Au Québec, présentement, rien de substantiel ne différencie les programmes de l'Action démocratique, du Parti libéral et du Parti québécois. Ainsi, l'Assemblée nationale se retrouve sans représentant-e de la gauche politique.

Actuellement dirigé par Bernard Landry, le gouvernement québécois mène l'économie québécoise vers le gouffre et sa population vers la misère. Il reprend point par point la philosophie néolibérale prônée par le G8 et nous impose un Programme d'ajustement structurel, comme le Fonds monétaire et la Banque mondiale le font pour les pays endettés du Tiers Monde, avec ses coupures dans les programmes sociaux et les services publics, des réductions d'impôt pour les grandes entreprises, une libéralisation accrue du commerce, des appels à la privatisation, etc.

Le double discours du gouvernement du PQ

Longtemps, le gouvernement du Parti québécois (PQ) a tenté de faire croire à la population qu'il était social-démocrate et que son projet politique était généreux et progressiste. Pourtant, depuis 1996, le gouvernement du PQ a systématiquement adopté le crédo néolibéral pour atteindre le fameux déficit zéro.

Or, cet objectif d'éliminer les déficits publics en réduisant les dépenses gouvernementales correspond intégralement à la philosophie néolibérale prônée par les chefs d'État du G8. Pour réaliser cet objectif, le gouvernement du PQ a fait sien le discours du désengagement de l'État et « milite intensément » en faveur du libre-échange, pièce de résistance de la mondialisation néolibérale.

C'est pour atteindre le déficit zéro qu'on se retrouve avec une crise majeure dans les services de santé, avec des réductions de services et des fermetures d'hôpitaux alors que les besoins sont criants. Rien de mieux pour mousser l'idée de la privatisation de certains services avec la bénédiction du gouvernement.

Dans le secteur de l'éducation, on ouvre les écoles et les institutions d'enseignement collégial et universitaire à la logique du marché. À l'aide sociale, le gouvernement du PQ pense peut-être s'être

racheté avec l'abolition de la pénalité appliquée aux personnes assistées sociales par-tageant un logement, mais on ne doit pas oublier qu'il a d'abord procédé à un resserrement des conditions d'obtention de l'aide de dernier recours.

Au ministère de l'Agriculture, les coupures de budget ont tellement diminué à l'inspection des aliments que personne ne peut dire que nous sommes à l'abri d'une contamination importante. Même scénario à la Régie du bâtiment, où on a proposé l'auto-inspection du bâtiment par les corporations de métiers. Au ministère de l'Environnement, 40% du personnel et des budgets ont été coupés en quelques années, alors que le gouvernement continue de prétendre qu'il fait la promotion du développement durable.

Dans ce contexte, que le gouvernement québécois ait osé envoyer une délégation au Forum social mondial de Porto Alegre, en janvier dernier, constitue une insulte à l'intelligence. À Porto Alegre, il prétendait « plaider en faveur des droits des travailleurs et des moins nantis, du développement durable, du maintien de services publics comme l'éducation et la santé ». En même temps, à New York, il tentait de vendre le Québec aux investisseurs étrangers en participant au Forum économique mondial. Tout cela pendant que, ici, il continue d'appliquer la recette néolibérale. •

>Serge Roy et Patrice Breton

Pour rompre avec le néolibéralisme et les partis traditionnels (PQ, PLQ, ADQ)

Une alternative politique s'organise au Québec : l'Union des forces progressistes.

Rencontre de fondation le 28 avril dès 9h30
Au centre Horizon (CLD), 801, 4e Rue, Québec.
Information : Ginette Lewis : (418) 624-0471.

► Le saccage du système d'éducation

Sous le prétexte du déficit zéro, le gouvernement québécois a redéfini le rôle des cégeps et des universités : ils doivent être au service de l'« économie du savoir ». Québec renie les valeurs humanistes de l'éducation : l'accès au savoir, le développement social, la pensée critique et la culture générale des étudiantEs. La version néolibérale de l'éducation repose sur les valeurs propres à la mondialisation : le développement économique, la compétitivité et, surtout, la formation d'une main-d'œuvre bon marché pour l'entreprise privée.

Comment l'État transforme-t-il la finalité de nos systèmes d'éducation ? Tout d'abord en réduisant les budgets de l'éducation supérieure de 25% et en tentant ainsi de justifier la privatisation du financement de l'éducation. Pour compenser le manque de financement public, les cégeps et les universités utilisent une foule de moyens qui travestissent le sens de l'éducation : la hausse des frais de scolarité à l'université et l'introduction de frais de toutes sortes au cégep, la privatisation de nombreux services aux étudiantEs, la dépendance accrue aux fondations et à la « philanthropie » du secteur privé, l'invasion

de la publicité et le recours à des partenariats avec l'entreprise privée.

Ensuite, le gouvernement a obligé les cégeps et les universités à signer les fameux « plans de réussite » et « contrats de performance », afin d'appliquer les objectifs économiques et politiques de l'État. Le financement public de l'éducation est maintenant conditionnel. Il force cégeps et universités à appliquer la recette néolibérale : former des travailleurs et des travailleuses sans leur donner de culture générale, fermer les programmes qui ne sont pas « rentables » pour l'économie et, surtout, mettre les établissements en concurrence les uns contre les autres.

Le saccage du système d'éducation est un autre exemple de la transformation de toute la société en une simple marchandise. Il est impératif de rejeter la privatisation, la libéralisation et la déréglementation et de revendiquer un système d'éducation public et gratuit qui favorise le développement de l'esprit critique et, surtout, qui soit autonome devant le gouvernement et les « forces du marché ». •

> Richard Fecteau



Virage à droite...

► La crise du logement au Québec

Se loger au Québec est devenu l'une des questions les plus angoissantes pour des milliers de ménages de travailleurs et travailleuses, de chômeurs et chômeuses et des « classes moyennes ». Savoir où se loger et comment payer son loyer devient une véritable obsession.

Cela fait des années que les associations de locataires et les comités logement font état d'une situation alarmante : nombre élevé de ménages qui consacrent plus de 30%, 50% de leur revenu et même plus à se loger, discrimination envers les ménages à faible revenu, parc de logements vieillissant et mauvaise qualité des logements. La rareté des logements et les efforts consacrés à se loger illustrent la réalité de la crise du logement.

Celle-ci est le fruit des politiques néolibérales de déficit zéro et du « tout au marché ». Dès 1994, le gouvernement fédéral faisait disparaître complètement les budgets consacrés à la construction des logements sociaux. Au Québec, il aura fallu des mobilisations systématiques et répétées pour que le gouvernement péquiste investisse des fonds pour la construction de logements sociaux ; une goutte, par contre, dans l'océan des besoins des ménages locataires à faible revenu.

Le logement étant une marchandise comme les autres dans notre système capitaliste, nos gouvernements laissent aux promoteurs immobiliers privés la responsabilité de répondre aux besoins des ménages locataires. Ceux-ci ont investi leur capital dans les sous-secteurs du logement les plus profitables (condominiums et maisons luxueuses) ou dans des placements offrant un retour plus rapide sur l'investissement, le marché boursier. Pendant que les locataires continuent à assumer, à même la hausse du prix de leur loyer, l'ensemble des hausses de dépenses d'exploitation des immeubles des propriétaires de logements, ces derniers ont droit à de formidables crédits d'impôt et déductions sur leurs gains en capitaux.

L'absence de véritable politique du logement et l'abandon d'une intervention étatique digne de ce nom dans le domaine du logement ont fait en sorte que le secteur privé contrôle aujourd'hui presque 96% du stock de logements au Québec, contre 90% au début des années '90 et qu'on dénombre près d'un million de locataires mal logés. •

>Alain Marcoux

La résistance au néolibéralisme continue à s'organiser

En juillet 2001, lors du dernier sommet du G8, à Gênes, en Italie, 200 000 personnes ont pris la rue pour faire comprendre aux chefs d'État qu'ils refusaient la dictature des marchés. Leurs revendications sont restées lettre morte et George Bush a ajouté l'insulte à l'injure en déclarant que les manifestants-es « condamnent les gens à la misère » en s'opposant au commerce tel qu'il se fait actuellement.

À Gênes, 20 000 policiers ont été nécessaires pour protéger les chefs d'État. Un manifestant a été tué, les locaux du contre-sommet ont été saccagés et leurs occupants battus, des centaines de manifestants-es ont été envoyés à l'hôpital. C'est à cette occasion que Jean Chrétien a annoncé qu'il déménageait la prochaine rencontre avec ses petits copains du G8 d'Ottawa à Kananaskis. C'est le moyen qu'il a trouvé pour tenir sa promesse de se rapprocher de la « société civile ».

Depuis, il y a eu le 11 septembre, qui a causé une flambée de paranoïa raciste et la guerre des États-Unis contre le terrorisme. Au Canada, le gouvernement libéral a fait adopter de force la loi (anti)terroriste C-36 qui, entre autres, encourage la détention préventive et l'écoute électronique et qualifie d'acte de terrorisme tout acte qui menace la stabilité économique canadienne.

Après s'être fait la main à Québec et avoir pu juger de l'efficacité de la répression à l'italienne, jusqu'où sera prêt à aller le gouvernement canadien pour impressionner George Bush et pour lui montrer que, comme lui, il ne tolère pas qu'on remette en question la dictature des marchés ? S'imaginer-t-il que la répression, l'éloignement ou le mépris vont finir par nous faire accepter le projet de mondialisation néolibérale et guerrière du G8 ? • (PB)



LE SOMMET DES PEUPLES + 1

18 avril

- Film de Carole Poliquin : « Le bien commun, l'assaut final » avec discussion. À 19h au Musée de la Civilisation, Québec. Entrée gratuite, réservation : 643-2158.

20 avril

- Forum public avec des invitéEs des Amériques. De 13h à 18h à l'ENAP, 555, boul. Charest Est, Québec. Gratuit.
- Cabaret des Amériques : chansons françaises et rythmes du monde avec, entre autres, musique du Chili, du Venezuela, d'Haïti et du Québec. Dès 19h à Ex Machina, 103, rue Dalhousie, Québec. 5\$ à l'entrée

Activités organisées par le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC).

MARCHE DES PEUPLES + 1 : « NON à la ZLÉA ! Un autre monde est possible ! »

21 avril

Départ à 13h du Musée du Québec. Manifestation organisée par OQP 2001 et le RQIC.

RQIC

1er anniversaire du Sommet des Amériques de Québec

Au-delà de la répression, du gazage de la ville de Québec et des belles promesses des chefs d'État, que faut-il retenir du Sommet des Amériques d'avril 2001? Pourquoi vouloir commémorer un événement en apparence si tragique pour nos droits et libertés et pour l'avenir des Amériques?

La ZLÉA fait son chemin

D'abord, il faut retenir que le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), dénoncé par 60 000 personnes dans les rues de Québec, est plus vivant que jamais. Ce vaste projet d'intégration des marchés concocté par le Forum des gens d'affaires des Amériques pourrait même voir le jour dès 2003. Le 11 septembre et le ralentissement de l'économie états-unienne ont en quelque sorte ravivé le désir du gouvernement des États-Unis de couler dans le béton son emprise sur le continent.

Tranquillement, les bases de la ZLÉA sont en train de se mettre en place avec la mise en oeuvre de projets régionaux assurant la mainmise d'entreprises et du gouvernement des États-Unis sur des régions entières, comme le Plan Colombie ou le Plan Puebla-Panama. Ce dernier, par exemple, prévoit la création de 92 zones franches seulement au Mexique, l'expropriation de millions de personnes pour construire des barrages hydroélectriques, des « corridors écologiques » et des « canaux secs » qui relieront le Pacifique à l'Atlantique, le stationnement de 12 000 soldats états-unis à la frontière entre le Mexique et le Guatemala, etc.

Nos dirigeants ridiculisent nos revendications

Ce qu'il faut aussi retenir du Sommet des Amériques de Québec, ce sont les nombreuses preuves de mépris de nos dirigeants-es à l'égard des opposants-es. N'oublions pas la réaction de Pierre Pettigrew, ministre du Commerce international, qui a affirmé que les participants-es au Sommet des peuples des Amériques s'étaient « marginalisés » et avaient « perdu de la crédibilité » en déclarant au sujet de la ZLÉA que c'était « un projet néolibéral raciste, sexiste et destructeur de l'environnement ». Pourtant, le gouvernement canadien

ne reconnaissait-il pas plus de valeur « démocratique » au Sommet des peuples qu'à tous les manifestants-es qui occupaient la rue ?

Il est donc facile d'imaginer comment toutes nos revendications post-sommet ont été balayées du revers de la main, comme la tenue d'une enquête publique sur les agissements des forces de l'ordre, l'amnistie de tous les prisonniers-ères politiques ou l'interdiction des balles de plastique pour le contrôle des foules.

Et nous redoublons d'ardeur

La chose la plus importante à retenir est probablement que des groupes de toutes les Amériques poursuivent leurs efforts pour faire avorter le projet de ZLÉA. Le « NON À LA ZLÉA ! » des manifestants-es de Québec a été entendu jusqu'à Porto Alegre, au Brésil, où les participants-es au deuxième Forum social mondial ont clairement demandé l'abandon du projet de ZLÉA et appelé à une journée de grève continentale ainsi qu'à des référendums populaires pour l'automne et l'hiver prochains. En octobre 2002 aura lieu à Quito, en Équateur, un Forum social continental sur le thème de l'intégration des Amériques et de la ZLÉA. Puis, en novembre, à Cuba, ce sera le deuxième Rassemblement des Amériques contre la ZLÉA.

À l'échelle locale, plusieurs groupes formés pour mieux s'opposer au Sommet des Amériques, comme OQP 2001, poursuivent leur travail de sensibilisation et de mobilisation sur le thème de la mondialisation néolibérale et plus particulièrement de la ZLÉA. Depuis le 11 septembre, ces groupes tentent en plus d'opposer à l'attitude guerrière des États-Unis et de leurs alliés l'idée d'une paix qui soit basée sur la fin des injustices causées par le néolibéralisme.

Pour le premier anniversaire du Sommet des Amériques, OQP 2001 invite la population à participer à une Marche des peuples + 1. Pour faire comprendre à nos dirigeants-es que nous ne leur avons rien pardonné, parce qu'ils continuent de mépriser nos revendications les plus simples et parce que le projet de ZLÉA n'a pas encore été enterré. (PB)

L'appel à la résistance de Porto Alegre

31 janvier 2002 : Une poignée d'hommes, blancs pour la plupart, et riches, auto-proclamés décideurs, se réunissent à New York pour la réunion annuelle du Forum économique mondial. Au même moment, au sud, à Porto Alegre, au Brésil, 51,000 délégués de toutes les cultures, venus des quatre coins de la planète, se rencontrent au Forum social mondial. Contre les décideurs obsédés par le profit maximum, des hommes et des femmes (43%) décidés proclament leur conviction qu'un autre monde est possible.

Un autre monde signifie que l'on inverse la logique des valeurs actuellement dominantes. Un autre monde fondé sur une autre idée du développement, un développement durable et axé sur les besoins de la majorité. Mais il ne suffisait pas de s'élever contre la marchandisation du monde et de la vie. Il fallait aussi que les représentantEs des peuples mettent en oeuvre ce gigantesque chantier dès maintenant. Après l'indignation, la détermination d'agir.

Cette volonté s'est matérialisée dans la tenue de centaines d'ateliers et de conférences touchant tous les secteurs de l'activité humaine, mais aussi dans le simple fait pour les militantEs de partout de se rencontrer

dans un contexte d'échanges. Tout cela n'est pas le fruit du hasard, mais la convergence et l'aboutissement d'un processus de conscientisation et de mobilisation perceptible partout dans le monde, la partie visible de cet iceberg de réseaux qui se tissent et se multiplient à la mesure de cette autre mondialisation dont nous souhaitons l'avènement.

Il en est résulté un Appel des mouvements sociaux à la résistance au néolibéralisme, à la guerre et au militarisme : pour la paix et la justice sociale. Pour répondre à cet appel, nous ne devons cesser de nous organiser, d'informer et de former cette armada de citoyenNEs, seule capable de faire barrage aux intentions inchangées des tenants de l'idéologie néolibérale. Dans l'ordre des priorités, la bataille contre la ZLÉA demeure la plus immédiate et elle est perçue comme majeure par l'ensemble des délégués. Cela ne doit évidemment pas nous empêcher de mener la lutte sur d'autres fronts; au contraire ! Le consensus de Porto Alegre comprend, entre autres, la taxation des transactions financières, l'abolition des paradis fiscaux et l'éradication de la dette des pays pauvres.

>Robert Jasmin



Point inexistant à l'ordre du jour du G8

L'avenir menacé de la planète Terre

L'objectif du G8 de renforcer la croissance économique mondiale entre directement en contradiction avec la nécessité de préserver notre environnement. Les normes environnementales sont au nombre des « entraves au commerce » que les chefs d'État du G8 veulent faire disparaître pour assurer une plus grande « liberté du commerce et des investissements ». Et le modèle de développement qu'ils préconisent est basé sur la surproduction et l'exploitation maximale des ressources naturelles.

Les États-Unis ont une fois de plus démontré leur intention de faire bande à part en décidant de ne pas ratifier le Protocole de Kyoto, qui vise à réduire l'émission de gaz à effet de serre et ainsi le réchauffement de la planète. Cet accord international demande aux puissances économiques mondiales de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 5,2% par rapport aux niveaux de 1990. Le Canada, de son côté, est en train d'évaluer les coûts de la ratification d'un tel accord pour son économie (alors qu'il est question de l'avenir de la planète). Et, pourtant, il ne s'agit encore une fois que de mesures minimales qui ne règlent rien de rien.

La mondialisation de la destruction d'un point de vue écologiste

La vie est menacée par le bulldozer de la mondialisation des marchés. Serons-nous assez responsables pour renverser la vapeur ?

Le projet de mondialisation néolibérale consiste en l'amplification d'un système fondamentalement destructeur de vie, soit le capitalisme. Ce modèle économique ne peut se perpétuer qu'au sein d'une société productiviste, composée d'individus qui produisent et consomment toujours plus. Le rythme de vie effréné que le productivisme impose a d'énormes conséquences sur notre qualité de vie : nous gaspillons notre temps en produisant des objets et des services inutiles et nous fragilisons la nature en la surexploitant. Selon cette logique, il est préférable de fabriquer des produits qui se détériorent rapidement et qui devront être remplacés. De même, la guerre est bénéfique puisque « ça fait rouler l'économie ! ». Cependant, la croyance en une croissance économique illimitée défie toutes les lois de la nature, force que nous devons tôt ou tard considérer.

Voilà maintenant que le capitalisme, essoufflé, tente de s'étendre non seulement de manière géographique, mais aussi en pénétrant dans toutes les sphères de la vie : privatisation des semences, de l'eau, du génome humain, etc. En ce sens, la mondialisation néolibérale amplifie la marchandisation de la vie.

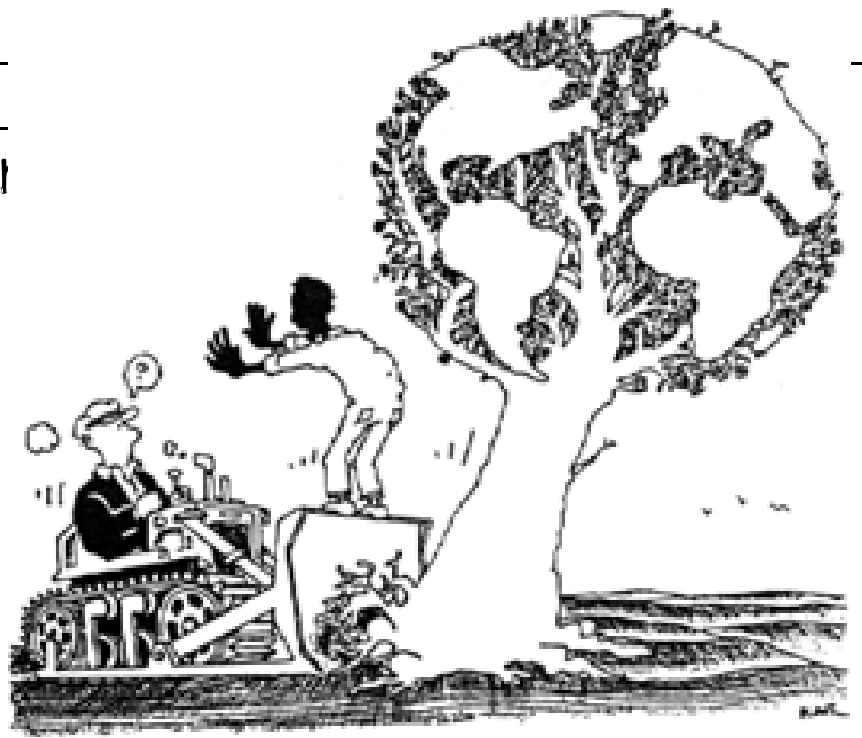
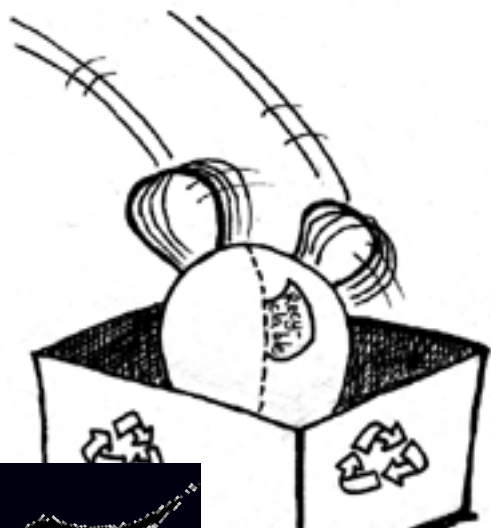
La mondialisation néolibérale accélère aussi la dégradation des ressources de la planète, conséquence de l'hypercompétitivité obligée entre les compagnies et les États qui se lancent dans cette guerre de productivité écologiquement insoutenable. Considérée comme une entrave au profit économique, l'imposition de sévères lois environnementales pouvant mettre des freins à la destruction massive d'écosystèmes est jugée illégale selon les règles du commerce mondial.

En haut de la hiérarchie, des hommes aveuglés par leur cupidité diffusent à travers le monde une monoculture de l'insignifiance mettant en péril le potentiel créatif et intellectuel de l'être humain. Et pour légitimer le capitalisme, l'élite a aussi trouvé à l'humanité une nouvelle religion : la science moderne, basée sur la croyance que nous sommes maîtres de la nature.

Nos sociétés sont constituées d'une superposition de rapports de domination qui s'enrichissent mutuellement : les hommes sur les femmes (le plus ancien), les riches sur les pauvres, les humains sur la nature, etc. D'un point de vue écologiste, tous ces rapports inégaux doivent être traités globalement et non pas de manière fragmentée. Par exemple, penser qu'il faut régler le problème de la pauvreté avant celui de la pollution, c'est oublier que les injustices ne cesseraient pas d'exister, et surtout que l'argent ne se boit pas, ne se respire pas.

Ce n'est pas tant sur une éventuelle responsabilisation de l'État que nous devons compter pour répondre à la crise écologique que sur la prise en charge par les citoyenNES de leur milieu immédiat. Nous devons créer des espaces réels où il sera possible de réaliser nos désirs et de désirer notre réalité. •

>Sophie Savard



Le droit à la terre

La mondialisation de l'économie représente une attaque en règle contre les luttes paysannes. L'idéal porté par la plupart des mouvements paysans est très clair : les politiques publiques devraient permettre de transformer les campagnes afin de les rendre plus équitables. L'État devrait ainsi donner tout simplement le droit de propriété à ceux et celles qui travaillent la terre et exproprier les autres qui ne font qu'en tirer de vastes profits.

Dans la lutte contre la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) ou de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), deux projets antagoniques s'affrontent. D'un côté, les organisations paysannes revendiquent une redistribution des terres pour que chaque famille ait droit à une propriété suffisante pour assurer sa propre survie. D'un autre côté, pour les gouvernements et les milieux d'affaires, la terre devrait plutôt être concentrée dans les mains des agriculteurs « industriels ».

Cette agriculture à grande échelle permettrait d'accroître les exportations et ainsi de rembourser la dette publique.

La terre est-elle un droit humain ou une vulgaire marchandise ? Les accords de libre-échange apportent une réponse très claire à cette question : la terre devient un bien banal. Les gouvernements devraient faire confiance au « marché » pour redistribuer les vastes domaines construits par l'agrobusiness. Alors que dans certains pays la moitié des terres sont entre les mains de 1 % des propriétaires, les accords économiques donnent aux gouvernements le prétexte rêvé pour continuer à ne rien faire.

Pendant ce temps, les petits propriétaires continuent à se faire acheter par les gros et, partout sur la planète, nous assistons à la construction de campagnes vidées de leurs paysans, tous partis en ville pour tenter d'y survivre... • (RF)

L'eau : une ressource menacée

Les effets des politiques néolibérales sur les ressources naturelles en général sont très inquiétants. Quand il s'agit de l'eau, il y a lieu de parler de catastrophes appréhendées.

Alors que un milliard et demi de personnes sont privées de l'accès à l'eau potable sur la planète, les tentatives des transnationales de mettre la patte sur cette ressource vitale ne se comptent plus. En effet, les grandes compagnies comme Danone, Vivendi, Lyonnaise des eaux ou Coca-Cola, pour n'en nommer que quelques-unes, ont décidé de faire de l'eau une source de profit du même ordre, sinon plus grande, que le pétrole. Comment ? En faisant de l'eau une marchandise comme les autres qui devra se soumettre à la logique du marché, à la loi de l'offre et de la demande. En d'autres termes, l'eau sera soumise à la loi de la jungle !

Si les négociateurs de la ZLÉA, de l'OMC et de tous les autres faiseurs-de-fric-sur-le-dos-du-monde ne sont pas arrêtés, l'eau deviendra une denrée rare que seuls les riches pourront être assurés de se procurer. Il faut combattre une telle aberration et dire NON à la privatisation et à la marchandisation de l'eau. L'eau est un bien commun de l'humanité, et l'accès à l'eau potable est un droit humain fondamental au même titre que le droit à la vie ! • (SR)

Manif 4 mai

L'Union paysanne rendra publiques ses revendications lors d'une marche le 4 mai 2002.

À partir de midi : pique-nique sur les plaines d'Abraham.

Départ du Musée du Québec vers 13H30. Premier arrêt : 200, chemin Ste Foy (MAPAQ). Ensuite, le parlement, pour déposer nos revendications.

Infos : Renaud Blais 653-5224 et/ou renaud_blais@yahoo.ca

Dans le texte suivant, le masculin a été remplacé par le féminin pour faciliter la prise de conscience. Le sexisme de la grammaire aussi a été inversé, de façon à ce que le féminin l'emporte sur le masculin. Notons finalement que toutes les données utilisées sont exactes mais pour le sexe opposé.

G8 : Bingo !

Dans un décor enchanteur, loin de l'agitation et du trouble, les membres réputés du G-8 s'appêtent à tenir leur prochaine réunion annuelle. Les huit présidentes, premières ministres et chancelières des plus industrialisés mettront à nouveau en place les mécanismes permettant de régler le sort du monde pour l'année à venir. Sans les voix discordantes des femmes d'État des 180 autres pays, les affaires devraient aller rondement.

Grâce au G8 et aux organisations sous son influence directe que sont l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (institutions exclusivement dirigées par des femmes), la croissance économique se poursuit. En effet, alors qu'il semblait impossible d'accroître davantage les richesses privées, le miracle a eu lieu et ne semble pas vouloir prendre fin. Depuis 1960, la richesse mondiale s'est multipliée par cinq, tout comme la proportion des pauvres, qui s'est aussi multipliée par cinq. Notons que, parmi les personnes vivant sous le seuil de pauvreté extrême, 70% sont des hommes. Nous n'avons donc pas à nous en inquiéter.

Ainsi, les rencontres du G8 portent fruit. Pour diminuer l'influence néfaste des esprits opposants (qui sont, il ne faut pas se le cacher, des terroristes potentiels), les membres du G8 se font un devoir d'annoncer publiquement la mission qu'ils se donnent de « lutter contre la pauvreté ». Il est vrai qu'on ne dit pas tout des moyens utilisés et qu'on omet de mentionner que, pour les femmes les plus puissantes du monde, lutter contre la pauvreté, c'est éliminer les pauvres. Mais attention, pas n'importe lesquelles ! Les pauvres qui ont un réel besoin d'abrèger leurs souffrances. Les pauvres qui ont perdu leur force de travail : dans les maquiladoras et les zones franches industrielles du monde sous-développé, la durée moyenne de vie d'une travailleuse (90 % sont des hommes) est de cinq ans. Il faut éliminer aussi les pauvres qui n'ont aucun pouvoir d'achat et qui, par conséquent, ne contribuent pas à faire rouler l'économie : en sabrant dans les services publics et les programmes sociaux, où les emplois sont coûteux et inutiles (parce que facilement compensés gratuitement par les hommes), les personnes maintenues artificiellement deviennent beaucoup plus faciles à discriminer.

Pour les autres, voyons un peu comment leur présence est utile pour accroître la richesse, objectif ultime du G8. Tout d'abord, rappelons que, fort heureusement, l'Humanité a compris depuis des milliers d'années qu'il est essentiel d'attribuer des tâches différentes selon le sexe. L'inégalité sexuelle, comme l'inégalité économique, est un gage de succès pour l'industrie capitaliste et l'économie de marché. Des économies substantielles sont attribuables au fait que des salaires plus bas sont offerts aux hommes (65 à 70% du salaire d'une femme). Il est, de plus, tout à fait entendu par l'ensemble de la population que cet état de fait est normal, étant donné que le salaire des hommes en est un d'appoint pour la famille, avec des emplois exigeant peu de qualifications et qui ne sont, en général, que le prolongement des tâches domestiques qu'ils réalisent déjà. De ce fait, ils occupent le plus souvent des emplois à temps partiel, précaires et peu syndiqués, ce qui permet une flexibilité très importante de cette main-d'œuvre devenue la principale ressource naturelle de plusieurs pays sous-développés.

Produire la richesse dans les pays du Sud, où il n'y a pas à se soucier des syndicats, où l'armée assure la stabilité politique, où on peut demander aux hommes de travailler jusqu'à 70 heures par semaine, puis vendre les produits aux consommatrices du Nord à prix concurrentiels, voilà la recette du succès.

Le G8, c'est définitivement la liberté immuable des marchés. Avec lui, nous pouvons crier : « G-8, bingo ! » Et, avec lui, nous souhaitons longue vie au matriarcat, gage de durée et de prospérité pour le système capitaliste.

>Carmen Duplain



Quelques statistiques...

Au Québec, les femmes occupent 61% des emplois rémunérés au salaire minimum et 68% des emplois à temps partiel.

Seulement 24 femmes ont été élues chef d'État ou de gouvernement depuis bientôt cent ans, et 10,5% du total des sièges parlementaires dans le monde sont occupés par les femmes.

Les deux tiers environ des 300 millions d'enfants n'ayant pas accès à l'éducation sont des filles.

Environ 80% des 27 millions de réfugiés recensés sur la planète sont des femmes.

Les femmes possèdent environ 1% des terres dans le monde.

Les femmes produisent 80% de la nourriture consommée dans les parties les plus pauvres du monde, en quelques endroits 95%.

Officiellement, 110 millions de filles entre 5 et 14 ans travaillent dans le monde et ce nombre ne tient pas compte du travail domestique.

De 20 à 50% des femmes dans le monde sont victimes, à des degrés divers, de violences conjugales. Le viol conjugal n'est reconnu comme délit que dans 17 États de la planète. L'UNICEF évalue qu'une femme sur 10 dans le monde est victime d'un viol une fois dans sa vie.

Plus de 200 000 femmes meurent chaque année des suites d'avortements clandestins.



Maudit patriarcat, maudit capitalisme !
(Sur l'air de La destinée la rose au bois)

Les voix du capital(e)
Se retrouvent entr'amis
Les possédants s'étalent
Pour se faire du profit
Ouvrant tout' les frontières, ils veulent s'approprier la terre
Avec la Banque mondiale
Avec le FMI

La liberté d'commerce
Enchaîne l'humanité
L'économie perverse
Du grand monde financier
Y font que spéculer en engendrant des krachs boursiers
Avec la Banque mondiale
Avec le FMI

Nous ne sommes pas d'accord
Avec la course aux profits
Faut pas les laisser faire
À cause de ce qui suit :
Sans avoir consulté, ils bafouent droits et libertés
C'est l'cash avant les gens
C'est l'cash avant les gens

Refusons d'obéir
Faut s'organiser
Pour enfin en finir
Avec l'économie d'marché
C'est pas not'destinée de s'faire abuser de nos corps
Maudit patriarcat
Maudit capitalisme

Les femmes en tapis d'sol
Dessus se font marcher
Continuons à s'unir
Pour mieux se révolter
On a toujours brimé la moitié de l'humanité
Maudit patriarcat, maudit capitalisme !

Il faut annuler la dette
(Sur l'air de Un oiseau à la volette)

Voici la requête des peuples opprimés
Dans l'ordre tyrannique des privilégiés
Il faut annuler la dette
Il faut annuler la dette
Il faut l'annuler

Le colonialisme les a dépouillés
Leur indépendance n'est pas achevée
Il faut annuler la dette
Il faut annuler la dette
Il faut l'annuler

Mais le FMI est là pour s'assurer
Qu'ils se surendettent et perdent leur souveraineté
Il faut annuler la dette
Il faut annuler la dette
Il faut l'annuler

Des plans d'ajustement leur sont imposés
Par ces rois d'la finance auto-proclamés
Il faut annuler la dette
Il faut annuler la dette
Il faut l'annuler

Les pays d'Afrique continuent de sombrer
Et même l'Argentine, elle s'est effondrée
Il faut annuler la dette
Il faut annuler la dette
Il faut l'annuler

Les programmes sociaux sont démantelés
C'est encore les femmes qui vont suppléer
Il faut annuler la dette
Il faut annuler la dette
Il faut l'annuler

Le citron des femmes est doublement pressé
Faut être solidaires et revendiquer
Il faut annuler la dette
Il faut annuler la dette
Il faut l'annuler !

• 8 bières pression •
Espresso • terrasse • grosse bière • micro-brasserie • scotch • verrière • jeux •
Sacrilège
au cœur du faubourg cachet sympathique, ambiance unique.
BAR-TERRASSE
447, ST-JEAN QC
(418) 649-1985
GIR IP3
sacrilège93@yahoo.com
• xnuu.nof • xncf •

▶ La mobilisation contre le G8

Les 26 et 27 juin, des manifestations auront lieu partout sur la planète pour dénoncer le G8. Au Canada, un des points de rendez-vous est évidemment Kananaskis, le petit village des montagnes Rocheuses où le gouvernement canadien a décidé de se terrer dans le plus grand intérêt de la « démocratie ». Comme à chacune des dernières grandes rencontres internationales, un important dispositif de sécurité entourera les lieux de l'événement.

Du 21 au 28 juin, à Kananaskis, le Village de la solidarité accueillera les militants-es de partout qui veulent participer à un festival de résistance au G8. Ce sera le lieu de convergence pour tous ceux et celles qui veulent occuper les abords du sommet. Les journalistes des médias alternatifs pourront s'y installer et des services d'aide médicale ou légale seront offerts (solidarityvillage.cjb.net). Du 21 au 25 juin, un sommet des peuples (contre-sommet) est organisé à l'Université de Calgary. Des sujets comme l'exploitation de la main-d'oeuvre enfantine, le commerce des armes avec des pays du Tiers-Monde et l'écart entre les pays riches et les pays pauvres seront à l'ordre du jour.

L'autre principal point de rendez-vous pour les manifestations est Ottawa. Les 26 et 27 juin, pendant le sommet du G8, tous les Québécois-ses sont invités à converger vers leur « capitale nationale » pour diverses activités de sensibilisation, pour des manifestations et pour en faire voir de « toutes les couleurs » à la ville qu'ont préféré abandonner les chefs d'État. La manifestation « unitaire et festive » devrait avoir lieu le 27.

Des autobus partiront d'un peu partout pour emmener tous les opposants-es au G8 à Ottawa. À Québec, pour connaître les différents points de départ des autobus il est possible de contacter l'Association des étudiants-es en sciences sociales de l'université Laval. (www.fss.ulaval.ca/aess ou (418) 648-0429)

Pour vous tenir à jour sur la mobilisation contre le G8

www.g8.activist.ca
www.takethecapital.net

Pour recevoir la Caravane anti-G8 et en apprendre plus sur le G8, sur les impacts locaux de ses politiques, sur la mobilisation et la logistique en vue des actions d'Ottawa des 26 et 27 juin, vous pouvez écrire à :

caravaneantig8@yahoo.ca.

▶ Quelques grands rendez-vous d'ici le G8

20 et 21 avril

Réunion du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale à Washington D.C.

Du 19 au 22 avril

Activités de sensibilisation et de contestation pour dénoncer :

- le FMI et la Banque mondiale (qui ont entre autres causé récemment la crise argentine)
- l'intervention des États-Unis en Colombie
- l'École des Amériques (où l'armée des États-Unis a formé les pires dictateurs de l'Amérique latine)
- la guerre tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des États-Unis.

Du 25 au 27 avril

Les ministres du Travail du G7 (le G8 sans la Russie) se rencontrent à Montréal pour coordonner la stratégie concernant le vieillissement de la main-d'oeuvre dans les pays occidentaux. Un de leurs objectifs est d'augmenter l'accès des multinationales à la main-d'oeuvre bon marché du Tiers Monde.

26 avril

Marche au flambeau en résistance à la rencontre des ministres du Travail du G7. Rendez-vous à 16h au parc Dominion (coin Peel et René-Lévesque) et départ à 18h.

1er mai

Fête internationale des travailleurs et des travailleuses. Journée internationale d'action contre le militarisme et pour la paix.

Du 9 au 12 mai 2002

Conférence contre la guerre. Rencontre ouverte aux groupes et aux individus qui veulent échanger de l'information et élaborer un plan d'action pour s'opposer à la « guerre contre le terrorisme » en cours. À l'université Concordia, Montréal. Activité organisée par le syndicat étudiant de Concordia. (www.awag2002.com)

Dans la région de Québec

Le jeudi 18 avril

Projection du film « Le bien commun, l'assaut final » de Carole Poliquin, suivie d'une discussion avec panel. Musée de la Civilisation, entrée gratuite. Réservation : 643-2158. Activité organisée par le RQIC.

Le samedi 20 avril

Forum public avec des invités des Amériques. De 13h à 18h à l'ENAP, 555, boul. Charest Est. Entrée gratuite. Activité organisée par le RQIC.

Cabaret des Amériques : chansons françaises et rythmes du monde avec, entre autres, musique du Chili, Venezuela, Haïti et du Québec. Dès 19h à Ex Machina, 103, rue Dalhousie. 5\$ à l'entrée. Activité organisée par le RQIC

Le dimanche 21 avril

Marche des peuples + 1 : NON À LA ZLÉA! UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE! (pour le premier anniversaire du Sommet des Amériques de Québec). Départ à 13h du Musée du Québec. Manifestation organisée par OQP 2001 et le RQIC.

Soirée Vidéo : « Revisiter le Sommet ». à 20h au Scanner, 291, St-Vallier Est. Entrée gratuite. Activité organisée par le Centre des médias alternatifs du Québec (CMAQ)

Les samedi et dimanche 20-21 avril : fin de semaine de réflexion « Classes sociales et lutte de classes ». 10h à 18h au Tam-Tam Café, 421, boul. Langelier. Activité organisée par la Fédération des communistes Libertaires du Nord-Est (NEFAC).

Le dimanche 28 avril

Adoption de la plate-forme et des statuts du comité provisoire de l'Union des forces progressistes. Dès 9h30 au centre Horizon, 801, 4e Rue. (418) 624-0471.

Le lundi 29 avril

Soirée Relations, sur l'état de la situation au Chiapas, avec Richard Desjardins, Claude Rioux et Marie-Hélène Côté, de la Commission civile internationale d'observation des droits humains. À 19h au Cégep de Limoilou. Activité organisée par le Centre justice et foi et l'association étudiante du Cégep de Limoilou.

Le samedi 4 mai

Marche de l'Union paysanne pour rendre publiques ses revendications. Pique-nique sur les plaines d'Abraham à midi et départ de la marche à 13h30. (418) 653-5224.

Le mardi 7 mai

Conférence de Pierre Morency sur le thème : Des déchets dangereux passent par Québec! À 19h15 aux Amis de la Terre de Québec, 1085, avenue de Salaberry, 3e étage. Activité organisée par les ATQ. (418) 524-2744.

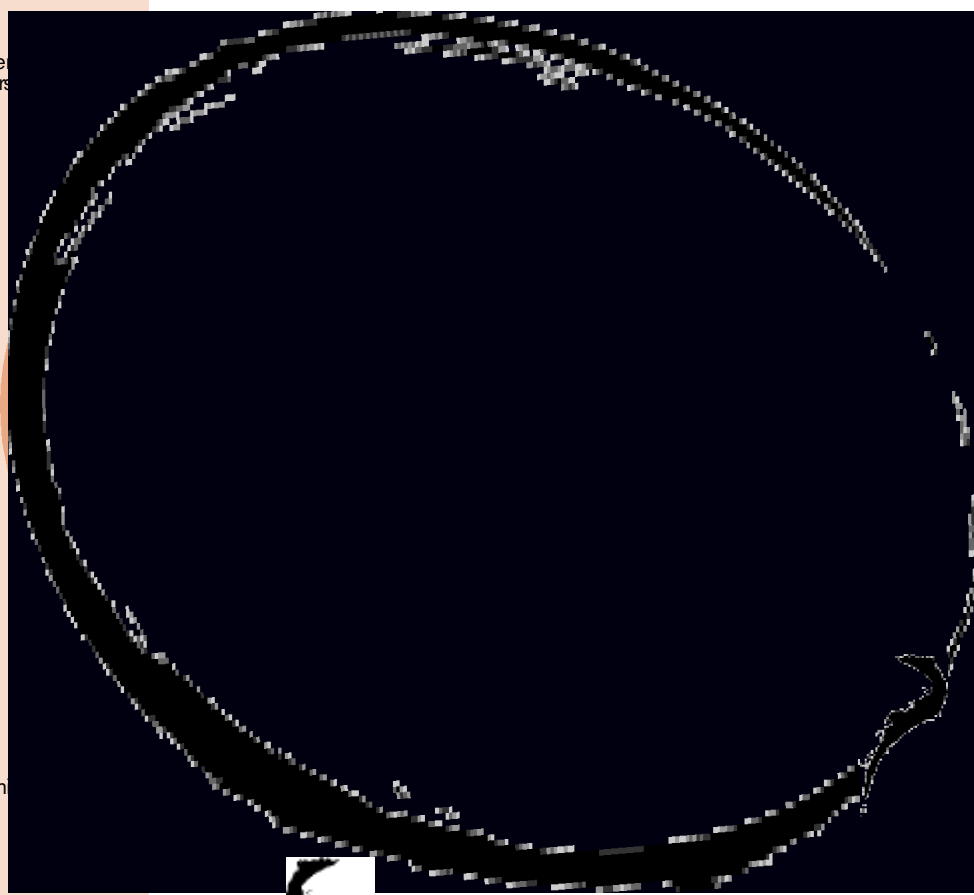
Le vendredi 17 mai

Manifestation d'appui à une action directe pour le logement. Dans le cadre de la campagne nationale du FRAPRU, rendez-vous à 17h au parc Saint-Roch. Activité organisée par le comité populaire Saint-Jean-Baptiste. (418) 522-0454.

Le mercredi 26 juin (peut-être le lendemain)

Fête populaire en soutien aux manifestants-es d'Ottawa, de Kananaskis et d'ailleurs pour dénoncer le G8 : spectacles engagés, animation et action politiques. En fin d'après-midi, à l'îlot Fleurié ou au parc Durocher. Activité organisée par le RÉPAC. (418) 523-4158.

Dans le même esprit qu'à Porto Alegre, OQP 2001 participe avec d'autres groupes de la région de Québec à l'organisation d'un forum social qui aura lieu les 28 et 29 septembre prochains. Parce que les groupes progressistes de différents milieux ont besoin de partager leurs analyses et leurs perspectives pour mieux s'organiser et parce que le combat pour la justice sociale demande la plus grande cohésion et la plus grande mobilisation possible.



Pour en apprendre davantage Sur la mondialisation néolibérale et/ou guerrière

www.attac.org
www.globalresearch.ca
www.jubileusa.org
www.lagauche.ca
www.solidarite-palestine.org
www.transnationale.org
www.whirledbank.org
www.50years.org

Médias alternatifs

www.cmaq.net
www.indymedia.org
hns.samizdat.net
www.ainfos.ca

Calendriers militants

www.protest.net
www.quebec.ifrance.com/agenda-militant

Pour en apprendre moins

www.g8.gc.ca
www.banquemondiale.org
www.imf.org
www.wto.org
www.ftaa-alca.org

Remerciements à Marie-Josée Vachon pour ses charmants dessins, à Magali Paquin pour la mise en page (la prochaine fois, ce sera vert lime !), à Véronica Rioux, à Zym et à Caroline (xxx)... et à Seb Bouchard pour les belles pubs !

Opération Québec Printemps 2001

La coalition Opération Québec Printemps 2001 (OQP 2001) rassemble des groupes communautaires, des associations étudiantes, des syndicats, des partis politiques, des groupes de solidarité internationale et des individus de la région de Québec. Après s'être opposée activement au Sommet des Amériques d'avril, la coalition OQP 2001 poursuit maintenant la mission de « Coaliser les groupes et individus de la région de Québec voulant combattre la mondialisation néolibérale et guerrière, particulièrement la ZLÉA, et défendre des revendications pour l'instauration d'un nouvel ordre social, politique et économique basé sur la justice, la paix, la démocratie, la liberté et la solidarité ».

Comment nous joindre

info@oqp2001.org
(418) 261-9388

Pour recevoir le Bulletin d'OQP 2001, avec de l'information sur les activités de sensibilisation, sur les manifestations et la mobilisation contre le G8, vous pouvez vous inscrire en écrivant à bulletin@oqp2001.org.

Pour joindre un des comités d'OQP 2001 (et y participer!)

action@oqp2001.org
appui@oqp2001.org
communication@oqp2001.org
femmes@oqp2001.org
formation@oqp2001.org

Formations offertes sur demande

- **La Mondialisation (3h)**
L'aspect économique de la mondialisation, sa perspective historique, ses grands acteurs et leurs outils, les conséquences pratiques et les résistances en cours et à développer.
- **La vidéo (2 h30)**
Présentation du film Turbulences de Carole Poliquin, courte présentation théorique et discussion sur la mondialisation
- **Mondialisation et éducation (1h30)**
- **Financement des programmes sociaux et mondialisation (1h30)**
- **Mondialisation et droits humains (2h30)**
- **Les femmes et la mondialisation (2h30)**
- **Écologie et mondialisation**
- **Formation ZLÉA**